

Réf : Ifremer n° 251000063

Entretien des espaces verts de manière écologique
et différenciée pour les sites de Plouzané et
Argenton au profit de l'IFREMER et de l'IPEV.

Cahier des Charges Techniques et Particulières

Sommaire

1.	Présentation de l'Ifremer et de l'IPEV.....	4
1.1.	L'IFREMER.....	4
1.2.	L'IPEV	5
1.3.	Sites concernés par la prestation	5
2.	Contexte et objet du marché	6
2.1.	Contexte	6
2.2.	Objet du marché.....	6
3.	Conditions générales.....	7
3.1.	PRESCRIPTIONS A OBSERVER POUR REPONDRE A L'APPEL D'OFFRES	7
3.2.	ERREURS, CONTRADICTIONS, OMISSIONS	7
3.3.	CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
3.4.	Personnel affecté.....	8
3.5.	Matériels.....	10
3.6.	Mode d'exécution des travaux	11
3.7.	Planification des prestations	11
3.8.	Contrôle des prestations	12
3.9.	Réunions de bilans trimestriel et annuel, réunions techniques	12
3.10.	Etat mensuel des prestations réalisées	13
3.11.	Obligations du titulaire	13
4.	Responsabilité sociétale et environnementale.....	14
4.1.	Protection de l'environnement	14
4.2.	Transport décarbonés.....	14
5.	Sensibilisation et communication :	14
6.	Définition des prestations relatives au site de Plouzané	15
6.1.	Entretien des pelouses	15
6.2.	Entretien des prairies et des réserves foncières	17
6.3.	Entretien des végétaux d'ornement (uniquement pour IFREMER).....	19
6.4.	Remplacement des végétaux	21
6.5.	Mise en œuvre de paillage, fertilisation.....	22
6.6.	Les espèces végétales exotiques envahissantes.....	22

6..7.	Ramassage des feuilles et produits végétaux.....	23
6..8.	Ramassage des détritux divers	23
6..9.	Entretiens des surfaces artificialisées & chemins.....	23
6..10.	Entretiens des toitures végétalisées (uniquement IPEV)	25
7.	Entretien d'Argenton	25
7..1.	Entretien surface stabilisée :	26
7..2.	Nettoyage Divers :	26
7..3.	Entretien du mur en moellons autour du vivier :	26
Annexes		27
1 – Fascicule 35 Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air		
2 – Plans espaces verts site de Plouzané		
3 – Plan et photographie site d'Argenton		
4 – Photographies toiture végétalisée IPEV		
5 – Plan de gestion différencié du site de Plouzané		

1. Présentation de l'Ifremer et de l'IPEV

1..1. L'IFREMER

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer contribue, par ses travaux et expertises, à la connaissance des océans et de leurs ressources, à la surveillance du milieu marin et du littoral et au développement durable des activités maritimes.

À ces fins, il conçoit et met en œuvre des outils d'observation, d'expérimentation et de surveillance, et gère des bases de données océanographiques.

Ses missions sont :

- Connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable ;
- Améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- Favoriser le développement économique du monde maritime.

Pour atteindre ces objectifs, l'IFREMER concentre son action dans les domaines suivants :

- La recherche ;
- L'expertise d'intérêt public (surveillance de l'environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) ;
- La mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) ;
- Le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités.

Ses domaines d'activités sont :

- Surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières ;
- Surveillance et optimisation des productions aquacoles ;
- Ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation ;
- Exploration et exploitation des fonds océaniques ;
- Circulation et écosystèmes marins, évolution et prévision ;
- Grands équipements pour l'océanographie.

L'IFREMER en quelques chiffres :

- 1500 personnes, 2000 en incluant les filiales et laboratoires associés
- Budget annuel d'environ 213 M€ (hors opérations internes)
- 30 sites géographiques en métropole et DOM-TOM, répartis en 5 centres géographiques.

L'Institut est particulièrement concerné par les questions de développement durable, et réalise un bilan carbone à l'échelle de l'institut annuellement. C'est pourquoi il développe une stratégie Responsabilité Sociétale et Environnementale, dont le marché d'entretien des espaces verts constitue un élément important.

1..2. L'IPEV

L'Institut polaire français est un organisme public chargé de la mise en œuvre de la recherche française dans les régions polaires. Il poursuit la mission lancée en 1947 par Paul-Émile Victor avec les Expéditions polaires françaises.

L'Institut polaire français est un Groupement d'intérêt public (GIP) administré par une assemblée générale, composée de membres du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, du Ministère des affaires étrangères, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), du Centre national d'études spatiales (CNES), de Météo-France, des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Son siège, objet du présent marché, se situe à Plouzané, dans l'enceinte de l'IFREMER.

1..3. Sites concernés par la prestation

Le marché concerne le Centre Bretagne (1 000 personnes dont 800 IFREMER sur site) :

Le Centre Bretagne gère et anime les équipes de l'IFREMER basées en Bretagne (Plouzané, Concarneau, Dinard, Lorient). Il mène ses programmes de recherche en partenariat avec des organismes nationaux, européens et internationaux. Au niveau régional, il contribue activement à la coopération avec les industriels et les organismes de recherche.

Le site de Plouzané est un campus fermé de 25ha.

Il est composé :

- De 45 000 m2 de laboratoires, halls techniques et bureaux
- D'un ensemble de moyens d'élevage aquacole et d'expérimentation
- D'un ensemble de moyens d'essais technologiques (bassin à houle, caissons hyperbares, ...)
- Des moyens informatiques (centre de calcul) et des centres de données marines (SISMER, PREVIMER, CORIOLIS, ...)
- D'un centre de documentation commun IFREMER-UBO-IRD : La Bibliothèque La Pérouse
- D'organismes de recherche présents sur le site :
 - Direction de l'IPEV (Institut Polaire Français Paul-Emile Victor),
 - Centre de Bretagne de l'IRD (Institut de Recherche pour le développement),
 - Laboratoire de Pathologies des poissons de l'ANSES (Agence Nationale de Sécurité Sanitaire des aliments),
 - Une unité de INSU-CNRS (Institut National des Sciences de l'Univers du Centre National de la Recherche Scientifique)
- D'une filiale, Genavir, armateur des navires océanographiques de la Flotte Océanographique Française opérée par IFREMER.
- D'un restaurant d'entreprise et d'une trentaine de bâtiments dans un parc arboré et clos possédant des réseaux de voiries, parkings, réseaux de caniveaux techniques et cheminements piétonniers
- Un môle d'essais en mer et une station de pompage d'eau de rivière situés sur la commune de Saint Anne du Portzic sous la responsabilité de l'Institut

Le site de Plouzané de type ERT (Établissement Recevant des Travailleurs), accueille environ **1000 personnes** dans un cadre « code du travail ».

IFREMER - Centre Bretagne
 Site de Plouzané
 1625 Route de Saint Anne
 ZI de la Pointe du Diable
 29280 PLOUZANÉ
 02 98 22 40 40

Le Centre Bretagne est également composé de 4 autres implantations dont une est concernée par les prestations sur la gestion des espaces verts.

- Les stations de Dinard et de Concarneau ou les équipes scientifiques sont hébergées dans des implantations du MNHN
- La station de Lorient : 8 rue François Toullec 56100 Lorient
- Le site expérimental d'Argenton à l'adresse suivante : Landunvez 29840 Porspoder

2. Contexte et objet du marché

2..1. Contexte

Face aux enjeux environnementaux et de santé publique, la réglementation en matière de gestion des espaces verts et de protection de la biodiversité s'est beaucoup renforcé depuis une quinzaine d'année.

Elle s'est traduite, au niveau national, par les Loi Grenelle 1 (3 août 2009) et Loi Grenelle 2 (12 juillet 2010) qui prévoient des mesures dans six chantiers majeurs dont la Préservation de la biodiversité. Par la suite la Loi Labbé du 06/02/2014, complétée par l'arrêté du 15 janvier 2021, interdisant l'utilisation des produits phytosanitaires de synthèse. Le 22 juillet 2015, la loi de transition énergétique pour la croissance verte a interdit l'usage des produits phytosanitaires depuis 1er janvier 2017 par l'État, les collectivités locales et établissements publics pour l'entretien des espaces verts, promenades, forêts et les voiries. Enfin, la « loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages » a été votée le 20 juillet 2016. La loi crée l'Agence française pour la biodiversité (AFB).

La finalité de cette réglementation est claire et correspond aux objectifs de la prestation souhaitée : conserver la qualité paysagère des espaces verts sans produits phytosanitaires, tout en accueillant la biodiversité et en réduisant la production de déchets verts.

2..2. Objet du marché

Le présent Cahier des charges a pour objet la détermination des clauses techniques applicables à l'entretien écologique et différencié des pelouses, des haies, des massifs, des cheminements stabilisés, voiries..., à réaliser dans divers espaces appartenant à / ou étant gérées par IFREMER et l'IPEV à Plouzané et Argenton.

Afin de limiter les nuisances environnementales apportées par la gestion des espaces verts, les opérations à mener au titre du contrat d'entretien seront effectuées selon des principes de génie écologique. Il s'agit de mener un entretien qui permette de limiter les interventions et le recours à des produits phytosanitaires, tout en maîtrisant l'aspect visuel.

D'une manière générale, le TITULAIRE s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires dans le but d'assurer un entretien des espaces verts ; cela dans le respect du fascicule 35 Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air - du CCTG travaux, révisé et publié en 2021 (ANNEXE) et des règles de l'art.

Ces prestations seront confiées à des professionnels, ci-après dénommés : le TITULAIRE.

3. Conditions générales

3..1. PRESCRIPTIONS A OBSERVER POUR REPONDRE A L'APPEL D'OFFRES

Le TITULAIRE doit répondre en tout point à ce descriptif.

Toute réponse présentée qui ne correspondrait pas strictement à la demande serait rejetée.

Le présent cahier des charges, ainsi que les pièces annexes, ont pour but de renseigner le TITULAIRE sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre et leur emplacement.

Le TITULAIRE reconnaît s'être rendu sur place (visite obligatoire), avoir sollicité tous renseignements supplémentaires et avoir apprécié les spécificités des travaux, et éventuellement de l'accès, décrits dans le présent document. En conséquence, il renonce à faire ultérieurement état de difficultés liées aux sites et autres paramètres visibles préalablement.

3..2. ERREURS, CONTRADICTIONS, OMISSIONS

Le TITULAIRE doit signaler au Maître d'ouvrage les erreurs, omissions ou imprécisions qu'il peut constater, ainsi que les dispositions qui lui paraissent contraires à l'exécution de ces travaux.

Si, lors de la lecture des documents, il apparaît au TITULAIRE une divergence d'interprétation, et si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une demande d'explication ou réserve dans la soumission, la décision d'exécution est toujours conforme aux intérêts du Maître d'ouvrage, sans que le TITULAIRE qui s'estime lésé, puisse prétendre à un rétablissement d'écriture.

Les détails quantitatifs en annexes ne sont fournis qu'à titre indicatif et devront donc faire l'objet d'une vérification par le TITULAIRE.

3..3. CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le TITULAIRE doit tenir compte des points suivants et inclure dans son offre la fourniture et les équipements de sécurité nécessaires aux techniciens et tout autre intervenant mandaté par le TITULAIRE.

Le prix des prestations intègre la main d'œuvre, les déplacements, le matériel, l'outillage, les fournitures, les consommables et toutes sujétions nécessaires à l'exécution du présent marché.

Afin de prévenir tout risque d'incident, le TITULAIRE s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout accident, notamment ceux liés au trafic routier (triangle de signalisation, gilet fluo, etc.), et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour gêner le moins possible les usagers et les riverains. Le nettoyage des parkings et la tonte des bandes périphériques doivent impérativement se faire sur programmation sur zone fermée par du matériel de signalisation à fournir par le TITULAIRE, soit la veille au soir après 18h, soit le matin avant 08h. Les utilisateurs doivent être avisés par la personne gestionnaire du contrat de chez Ifremer au minima le jour précédent l'intervention.

Les produits et matériels employés sont conformes aux règles d'hygiène et de sécurité et adaptés aux besoins locaux.

Chaque intervention se fait à une heure raisonnable de la journée (entre 8h au plus tôt le matin et 19h au plus tard le soir, ces horaires doivent être cohérentes avec les règlements internes pouvant exister). Comme vu précédemment, le blocage de parkings peut intervenir avant 08h.

Dans la mesure du possible, des matériels électroportatifs peu bruyants seront utilisés.

Le TITULAIRE est tenu de réaliser un travail soigné et fini à chaque intervention, dans le respect des équipements, des sols ainsi que des végétaux. Toute prestation qui n'est pas conforme aux règles de qualité spécifiées est purement refusée et le TITULAIRE mis en demeure de refaire sa prestation.

3..4. Personnel affecté

Le TITULAIRE prévoit le personnel qualifié, le matériel et toutes les fournitures nécessaires au bon déroulement des prestations du présent marché.

3..4.1. Conditions d'accès

Pour accéder aux sites de Plouzané et d'Argenton, LE TITULAIRE devra soumettre, pour agrément, à l'IFREMER au plus tard la veille de l'intervention, la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir sur le site.

Le personnel du TITULAIRE doit être en possession des certificats d'habilitations nécessaires (permis de conduire, CACES ...) des personnes susceptibles d'intervenir sur les sites et de tout autres documents conformes à la législation en vigueur au moment des travaux.

En cas de changement de personnel ou en l'absence d'agent, LE TITULAIRE préviendra dans les plus brefs délais, le responsable du site. L'identité du remplaçant devra être communiquée au responsable du site, et obtenir préalablement l'agrément de l'IFREMER.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du contrat.

L'IFREMER pourra à tout moment refuser l'accès des lieux et demander le remplacement immédiat du personnel.

LE TITULAIRE précisera le nombre d'agents par prestations ainsi que leur qualification.

Le port des équipements de protections individuelles est obligatoire pour tout le personnel circulant dans l'emprise du chantier. Le Maître d'ouvrage exclura du chantier tout agent refusant ces obligations.

3..4.2. Chef d'équipe

LE TITULAIRE mettra en place un chef d'Equipe. Il sera sur le site responsable de l'encadrement, de la discipline du personnel et de l'exécution des prestations. Le chef d'Equipe assurera le management de l'équipe, le contrôle du travail et le suivi de la qualité. Pour cela, le chef d'Equipe devra être sur place au démarrage et à la fin des prestations chaque jour d'intervention sur le site afin de donner les directives à son équipe et de faire le point avec le correspondant IFREMER en charge des espaces verts relevant de l'IFREMER et le correspondant IPEV pour les espaces verts relevant de l'IPEV. Il restera joignable de son équipe et des correspondants IFREMER et IPEV tout au

long des interventions et devra être capable d'apporter des actions correctives au plan d'intervention au cours de la journée.

Pour assurer la continuité de cette mission d'encadrement, le TITULAIRE s'engage à assurer le remplacement du chef d'Equipe en cas d'absence de celui-ci. Les absences du chef d'Equipe titulaire seront signalées aux représentants de l'IFREMER et de l'IPEV.

3..4.3. Sécurité

LE TITULAIRE devra mettre en place toutes les mesures nécessaires au bon déroulement des opérations. Elle procèdera à ses frais et conformément aux règlements de police, à la signalisation des différents chantiers ainsi qu'à l'établissement des barrières de garde-corps.

LE TITULAIRE est averti qu'il est interdit de rouler avec des engins mécanisés sur les caniveaux en béton armé protégeant les différents réseaux (électrique, air comprimé, eau de mer...).

LE TITULAIRE sera responsable de tous dommages provoqués par l'insuffisance de mesures de sécurité.

LE TITULAIRE a obligation de signaler immédiatement à l'IFREMER et à l'IPEV toute dégradation provoquée lors de son intervention sur le site : bris de pare-brise, vitres, barrières, potelets d'éclairage extérieurs, groupe extérieur d'extraction d'air le long des façades...

Le personnel du TITULAIRE devra veiller à minimiser la gêne occasionnée par ses interventions à l'égard de toute personne présente sur le site.

Responsabilité-Assurance

LE TITULAIRE répondra suivant les règles du droit commun des dommages matériels et corporels qui pourraient atteindre des tiers à l'occasion de l'exécution des travaux.

LE TITULAIRE sera responsable dans les mêmes conditions des dommages qui pourraient être causés de son fait, celui de son personnel, de ses matériels et véhicules, au personnel et aux installations de l'IFREMER et de l'IPEV.

LE TITULAIRE devra justifier sur demande de l'IFREMER et de l'IPEV de la souscription auprès de compagnies notoirement solvables de polices d'assurance couvrant les différents risques mis à sa charge au titre des travaux qu'elle exécutera.

Sécurité-Confidentialité

Le personnel du TITULAIRE sera tenu de respecter les règlements en vigueur dans le Centre IFREMER de Bretagne, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les règles d'hygiène et de sécurité.

De plus, le personnel du TITULAIRE affecté aux travaux d'entretien, devra s'engager à considérer comme confidentiels les renseignements qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution de son travail.

La durée des interventions du TITULAIRE sur le site étant supérieures à 400 heures par an, il sera établi par écrit, avant tout commencement d'exécution des prestations, un plan de prévention annuel conformément aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992, codifié aux articles R4512-6 et suivants du Code du Travail.

3.4.4. Signalisation et police de chantier

Le TITULAIRE devra prendre et assumer financièrement toutes les dispositions nécessaires pour, préalablement aux travaux, mettre en place une signalisation conforme aux règlements en vigueur.

Il mettra en œuvre toutes les dispositions nécessaires visant à garantir la sécurité du site vis à vis des personnes étrangères au chantier pendant et en dehors des heures de travail sur le chantier. Cette protection permettra que le stockage des matériaux et matériels se fasse dans des conditions optimales.

En plus des obligations réglementaires de signalisation du chantier, il est indiqué que la fourniture, la pose, l'entretien et le remplacement éventuel de toute la signalisation de chantier seront à la charge de l'Entrepreneur. Ces obligations sont comprises dans l'élaboration des prix du BPU.

Les panneaux mobiles pouvant être déplacés, toutes les dispositions seront prises pour que la signalisation reste en place et soit opposable aux tiers.

Les défauts de signalisation de chantier auront pour conséquences immédiates l'arrêt des travaux aux frais du TITULAIRE et pourront être sanctionnés de pénalité.

Les coupes à proximité des unités de ventilations des groupes froids (bâtiments 203, 209 et 226) devront être réalisées en coordination avec les services techniques du centre pour éviter les dégradations sur ces matériels hautement sensibles.

Le matériel est homologué, en bon état de fonctionnement, sans fuites et satisfaisants aux contrôles requis.

3.5. Matériels

Les moyens mis en œuvre (machines, équipements, ...) devront être aux normes, pour éviter toutes nuisances (sonores, sécurité...).

LE TITULAIRE s'engage à fournir tout le petit matériel, le matériel motorisé (tondeuse, débroussailleuse ou autre...), le carburant nécessaire à son fonctionnement, et à assurer l'entretien dudit matériel, afin que le personnel affecté à l'exécution des prestations travaille dans les meilleures conditions possibles.

RSE : LE TITULAIRE favorisera l'utilisation de matériel électrique sur batteries dans la mesure du possible afin de limiter les nuisances sonores, et de décarboner au maximum l'activité. ce point pourra faire l'objet d'un plan de progrès sur la durée du marché.

De manière générale les candidats pourront proposer des actions RSE en matière de neutralité carbone de la prestation.

LE TITULAIRE devra obligatoirement utiliser le matériel défini dans le plan de gestion établi par IFREMER fourni en annexe.

Le matériel fourni par LE TITULAIRE ne sera pas entreposé à l'IFREMER.

L'IFREMER se réserve le droit d'interdire tout matériel dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations aux bâtiments et aux installations. Tout dommage causé aux installations et équipements sera à la charge du TITULAIRE et devra faire l'objet d'un remplacement à neuf après validations du service Infrastructures et Moyens Associés.

LE TITULAIRE mettra à la disposition de son personnel, pendant la durée de son intervention sur le site, un local « vestiaire » de chantier en un lieu désigné par l'IFREMER. L'IFREMER fournira gratuitement l'eau et l'électricité nécessaire.

LE TITULAIRE fournira le type de matériel utilisé la réalisation des différentes prestations.

3..6. Mode d'exécution des travaux

Pour chacune des interventions du TITULAIRE, le chef d'équipe aura pouvoir de décision pour toutes les questions concernant la marche des travaux.

Ils seront dans tous les cas effectués suivant les directives qui seront données au TITULAIRE par le représentant qualifié de l'IFREMER.

Les dates de début et de fin d'interventions, ainsi que la nature de celles-ci, seront communiquées au représentants qualifiés de l'IFREMER et de l'IPEV en début de mois et feront l'objet d'une mise à jour sur le planning d'intervention qui sera communiqué par email à IFREMER et à l'IPEV.

LE TITULAIRE ne pourra porter de réclamations basées sur la présence d'autres entreprises travaillant à proximité des espaces à entretenir.

Les personnels concernés resteront sous la dépendance juridique du TITULAIRE assurant à leur égard toutes les obligations civiles sociales et fiscales de l'employeur selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de la signature du contrat.

3..7. Planification des prestations

L'organisation et la planification des prestations est un point clé attendu par l'IFREMER et l'IPEV afin de pouvoir :

- Assurer la disponibilité des zones prévues pour le titulaire et ainsi ne pas impacter les missions de l'IFREMER et de l'IPEV
- Communiquer vers les usagers du site pour garantir un bon déroulement des prestations tant pour le titulaire que pour les usagers des sites
- Identifier toute potentielle co-activité avec une prestation de l'IFREMER ou d'un autre prestataire
- Réaliser les prérequis nécessaires à la réalisation des prestations du titulaire (arrêt de groupe froid, dégagement de matériels,...)

3..7.1. Planning annuel

Après notification du marché, le TITULAIRE fournit dans un délai d'un mois un planning annuel d'exécution prévisionnel établi par site (un pour Plouzané et un pour Argenton). Ce calendrier est remis à l'IFREMER et à l'IPEV avant le démarrage des prestations. Celui-ci devient opérationnel après avoir été validé par le Maître d'ouvrage.

Ce planning tiendra compte des impératifs fournis par l'IFREMER et l'IPEV (périodes de fermetures, activités particulières). Il pourra être amené à évoluer en cours d'année en fonction de l'évolutions de nouvelles données d'entrées issues soit du titulaire, soit de l'IFREMER, soit de l'IPEV.

Ce planning, dont le modèle sera défini en préparation de l'exécution du marché, permettra de définir les plages prévisionnelles de réalisation des prestations au sein des sites. Ce planning aura un niveau de détail au niveau semaine.

3..7.2. Planning mensuel

Chaque première quinzaine de mois, le titulaire remettra à l'IFREMER et à l'IPEV le planning du mois suivant.

Ce planning mensuel, dont le modèle sera défini en préparation de l'exécution du marché, sera du niveau de détail de la journée et précisera :

- Le type de prestation prévue par jour et par zone ;
- L'effectif prévisionnel par jour ;
- Le type de matériel prévus pour les prestations.

Il sera recalé autant que de besoin en cours d'exécution des prestations.

3..8. Contrôle des prestations

Un contrôle de qualité sera établi par les personnes compétentes employées de l'IFREMER et de l'IPEV. L'Ifremer peut également mandater un bureau de contrôle externe. Ces contrôles sont effectués de manière aléatoire, en présence ou non du TITULAIRE.

En cas de défauts d'entretien notoires, ces documents sont adressés au TITULAIRE. Ils peuvent servir de référence en cas de règlement de litiges ou de mesures contentieuses.

3..9. Réunions de bilans trimestriel et annuel, réunions techniques

3..9.1. Réunion de bilan trimestriel

Un bilan trimestriel sera réalisé le mois suivant chaque trimestre avec un responsable du service en charge du suivi du marché uniquement pour l'IFREMER. Ce bilan, réalisé lors d'une réunion sur le site de Plouzané, a pour objectifs de :

- Faire le bilan des prestations réalisées au cours du trimestre passé par le titulaire
- Faire le point sur les difficultés identifiées par l'IFREMER dans la réalisation des prestations
- Faire le point sur les difficultés rencontrées par le titulaire dans la réalisation des prestations
- Identifier si besoin des pistes d'amélioration

Ce bilan fera l'objet d'un compte-rendu réalisé par le titulaire qui sera transmis sous 2 semaines.

Selon l'évolution de la réalisation du marché, ce bilan trimestriel pourra devenir semestriel sur décision de l'IFREMER.

3..9.2. Réunion de bilan annuel

Un bilan annuel, commun à l'IFREMER et à l'IPEV, sera réalisé le mois suivant la fin de la première année de contrat. Ce bilan, réalisé lors d'une réunion sur le site de Plouzané, a pour objectifs de :

- Faire le bilan des prestations réalisées au cours de l'année passée par le titulaire
- Faire une synthèse des difficultés identifiées par l'IFREMER et l'IPEV dans la réalisation des prestations
- Faire une synthèse des difficultés rencontrées par le titulaire
- Identifier des pistes d'amélioration pour la réalisation de l'année suivante du contrat

Ce bilan fera l'objet d'un compte-rendu réalisé par le titulaire qui sera transmis sous 2 semaines.

3..9.3. Réunion technique

Des réunions techniques sur site peuvent être effectuées aussi souvent que nécessaire.

3..10. Etat mensuel des prestations réalisées

Le TITULAIRE remettra dans la première quinzaine du mois à l'IFREMER et à l'IPEV l'état mensuel détaillé des prestations réalisées le mois précédent. Le modèle de cet état sera défini en préparation de l'exécution du marché. Il comprendra les éléments suivants :

- Le temps homme x heures par jour réalisé sur site
- La nature des prestations réalisées
- Les remarques ou observations diverses.

Ces informations doivent être remises sous format informatique exploitable par le Maître d'ouvrage (ex : Excel ou Word et PDF).

Dans le cadre d'un plan de progrès des actions complémentaires en lien avec la stratégie RSE de l'Institut pourront être demandées au TITULAIRE, ou proposées par celui-ci annuellement afin de faire évoluer positivement les pratiques du plan de gestion différencié et améliorer le bon état écologique du site et sa biodiversité.

3..11. Obligations du titulaire

3..11.1. Obligation de résultat

LE TITULAIRE sera tenu de garantir la pérennité de l'espace vert. De plus, la préservation de la qualité de l'environnement doit être une préoccupation constante dans les opérations d'entretien des espaces verts.

LE TITULAIRE devra adopter les techniques et les produits qui participent à la qualité écologique de ces espaces.

LE TITULAIRE sera tenu de veiller à l'entretien de tout l'espace vert et à chaque ensemble ou, essence le constituant. À charge pour LE TITULAIRE de s'organiser afin d'atteindre les objectifs fixés dans le présent cahier des charges.

4. Responsabilité sociétale et environnementale

4..1. Protection de l'environnement

Conformément à la politique RSE ambitieuse de l'Institut, le TITULAIRE devra donc intégrer dans la réalisation de ses prestations une démarche de progrès pour la Protection de l'Environnement. Il s'engage, à mettre en œuvre, tout au long du marché, les évolutions réglementaires liées à la protection de l'environnement.

Dans ce cadre, le TITULAIRE mettra en œuvre des procédures respectueuses de l'environnement adaptées à ses activités et en particulier :

Interdiction des produits phytosanitaires : Le mode de désherbage requis pour l'ensemble des opérations courantes d'entretien des espaces verts doit donc être des techniques de désherbage manuelles, mécaniques ou thermiques.

- Dans l'utilisation de produits consommables (limitation du volume, choix de produits biodégradables par exemple pour éviter le plastique, faibles emballages ou réutilisables...),
- Choix des matériels utilisés (outils de coupe plutôt que de broyage, le cas échéant outils électriques plutôt qu'utilisant du combustible fossile...).
- Gestion des déchets de chantier. Les déchets verts produits doivent impérativement être réutilisés sur le site ou valorisés en tant que ressource. Il est strictement interdit de brûler des déchets sur le site (article 84 du règlement sanitaire départemental valable pour tous les départements bretons). D'une façon générale, le TITULAIRE s'engage et garantit à IFREMER et à l'IPEV une gestion des déchets parfaitement conforme à la réglementation et au plan départemental de gestion des déchets. IFREMER effectuera des contrôles afin de s'assurer que le TITULAIRE respecte ces engagements.

4..2. Transport décarbonés

Moyens mis en œuvre par le TITULAIRE pour limiter au maximum les couts carbone lié au transport de matériels et de déchets : par l'utilisation de véhicule décarbonés, l'organisation du travail, la gestion des déchets sur site ou tout autre proposition innovante.

5. Sensibilisation et communication :

IFREMER et IPEV assurent la communication nécessaire au bon fonctionnement des activités sur son campus : communication auprès des salariés, des organismes et des entreprises présentes sur le campus,

6. Définition des prestations relatives au site de Plouzané

Aucun produit phytosanitaire de synthèse ou engrais chimique ne peut être appliqué.

En début de saison, le TITULAIRE devra proposer un plan d'intervention à l'IFREMER s'appuyant sur le plan de gestion différencié et les plans annexés ; expliquant, pour chaque espace, la méthode et le type d'entretien proposé : gazon, espace laissé en prairie, taille, désherbage... Les interventions seront adaptables en fonction des conditions météorologiques, les mises à jour devront être communiquées au fur et à mesure à l'IFREMER.

6.1. Entretien des pelouses

6.1.1. Tonte

Pour l'IFREMER, le nombre moyen annuel de passages est actuellement estimé à une quinzaine :

- 9 passages entre mars et juin,
- 5 passages entre juillet et octobre,
- 1 passage entre novembre et février.

Pour l'PEV, le nombre moyen annuel de passages est actuellement estimé à 6 :

- 3 passages entre mars et juin
- 2 passages entre juillet et octobre
- 1 passage entre novembre et février

Les zones concernées (voir annexe) sont principalement :

- Des espaces engazonnés autour du bâtiment 208, et IPEV
- Des espaces à entretenir pour le confort ou la sécurité des usagers sur environ 1m de large (bordures de voiries, pistes cyclables, parkings et caniveaux techniques, cheminements piétonniers aménagés ou en terrain naturel et les escaliers, les aires de pique-nique, les bancs et leurs accès,
- Des pieds de bâtiments (un débroussaillage complémentaire sur une largeur d'un mètre sera effectué contre le mur et les lierres grimpants sur les façades et gouttières seront retirés manuellement),
- Des bords de toutes les surfaces gérées en fauche qui n'auraient pas été coupées lors des interventions ci-dessus pour marquer les zones fauchées,
- Certaines zones situées sur le môle de Sainte Anne du Portzic, notamment l'entrée, la digue, et la station de pompage d'eau de rivière située au fond de l'aire de stationnement des bateaux de l'Association des Plaisanciers de Sainte-Anne du Portzic.

Un calendrier est proposé mais devra être pondéré suivant les conditions météorologiques, et la fréquence sera réduite à la baisse en cas de déficit hydrique (sécheresse et/ou canicule).

La tonte est effectuée régulièrement de manière à maintenir une hauteur uniforme sur toute la surface. La coupe doit être régulière et franche.

La hauteur de tonte et la fréquence correspond à un Gazon à entretien rustique :

- **Hauteur de coupe minimale : 10 cm pour limiter l'impact sur la faune.**

6..1.2. Finitions :

Les pieds d'arbres pourront être tondus à une fréquence plus faible ou gérés en prairie.

Une attention particulière devra être apportée aux installations techniques pouvant être installées au pied des bâtiments et pouvant être installées dans les espaces verts (bornes lumineuses, caissons d'extraction...). Toute dégradation ou casse de matériel devra faire l'objet d'une déclaration circonstanciée et immédiate par le TITULAIRE auprès d'IFREMER. Le remplacement à l'identique par un professionnel (voir la réparation) devra faire l'objet d'un accord de l'IFREMER et sera à la charge complète du TITULAIRE.

Dans le cadre des tontes, il est attendu un débroussaillage de finition des hauts de bordures béton longeant les voiries, trottoirs et caniveaux techniques.

En aucun cas, les tontes et détourages à proximité des parkings ne devront être réalisés en présence de véhicules stationnés (prévenance, signalisation).

Les zones inaccessibles à la tonte sont coupées manuellement ou avec tout matériel adapté pour obtenir la même hauteur uniforme de coupe.

6..1.3. Déchets de tonte :

Les tontes sont laissées sur place. Le matériel de tonte sera adapté de façon à broyer finement les résidus de tonte et à les répartir uniformément. Les produits de coupe seront donc paillés directement sur la pelouse (mulching) permettant un enrichissement favorisant les graminées.

De manière exceptionnelle, lorsque les déchets de tonte sont de nature à gêner la repousse du gazon, leur évacuation est alors nécessaire. L'évacuation des produits de tonte est comprise dans le prix de la tonte. Le TITULAIRE peut proposer des solutions de gestion alternative à l'Ifremer (paillage...) afin de limiter au maximum l'exportation des déchets.

6..1.4. Découpe des bordures

Les limites des parties engazonnées sont découpées manuellement ou mécaniquement.

La découpe des bordures doit respecter le tracé initial de la pelouse.

Cette opération devra être réalisée 3 fois par an afin de stopper tout envahissement.

6..1.5. Déchets divers

Les travaux comprennent, avant chaque passage, l'enlèvement des divers déchets (plastique, papiers, branchage, pierres...) sur les surfaces concernées et l'enlèvement des déchets projetés.

6..1.6. Regarnissage des pelouses

Toutes les parties à réensemencer doivent être prises en charge par le TITULAIRE au titre du présent marché. Un réensemencement aux endroits dénudés est réalisé dans une proportion de 5% de la surface engazonnée.

Le gazon réensemencé doit être une variété rustique résistante au piétinement, et adaptée à la localisation : sécheresse, humidité, ombre (le cas échéant).

6..1.7. Intervention contre les adventices

Dans les zones de forte fréquentation du public (zone de passage ou de restauration), les plantes indésirables pouvant blesser les usagers de la pelouse (coupantes ou piquantes) devront être extraites manuellement

6..2. Entretien des prairies et des réserves foncières

La gestion des prairies doit permettre le développement de la biodiversité. Cependant, un contrôle ciblé de certaines plantes indésirables (chardons, rumex...) et des espèces exotiques envahissantes sera réalisé.

Les prairies seront fauchées (broyage interdit), avec du matériel adapté aux caractéristiques du terrain et les interventions programmées en fonction des conditions météorologiques.

6..2.1. Fauche

Cette pratique détaillée dans le plan de gestion différencié du site de Plouzané vise à maintenir des prairies fleuries propices au développement de l'entomofaune et de l'écosystème liée, en particulier les oiseaux granivores et insectivores. Les zones de prairies sont décrites dans le plan en annexe.

Les prairies seront fauchées, une à deux fois par an, en privilégiant une fauche réalisée entre novembre et février. Une seconde fauche optionnelle pourra être réalisée et est donc à chiffrer en option en juillet, sur décision de l'IFREMER

La coupe de juillet permet une repousse de la végétation floristique. Ce regain offre un nouveau bol alimentaire aux insectes dans une période où la première génération laissée sur pied est essentiellement constituée de plantes desséchées sans fleurs.

Les fauches devront être obligatoirement réalisées au tracteur avec barre de coupe et à la motofaucheuse pour les petits espaces.

Une hauteur minimale de 10 cm sera exigée. Cette hauteur permet d'épargner une partie de la faune installée au sol ou au bas des herbes sous forme d'œufs, de larves, de nymphes ou d'adultes.

6..2.2. Produits de fauche

Les produits de fauche des prairies riches, seront exportés, après andainage, afin de limiter la prolifération de plantes nitrophiles (orties, ronces...) et favoriser les plantes à fleurs.

Le TITULAIRE devra proposer une ou plusieurs solutions de gestion sur place, ou des solutions de génie écologique (constitution de meules de foin sur des chevalets après quelques jours de séchage, ces meules constituant de nouveaux refuges pour la petite faune), et ce afin de limiter le plus possible l'évacuation des déchets à l'extérieur du site.

6..2.3. Zones refuge

Des zones de refuge sous forme de bandes enherbées seront créées soit :

- Au centre des zones fauchées, la fauche sera alors réalisée de l'extérieur vers l'intérieur pour favoriser la fuite des animaux (notamment les orthoptères) vers la zone refuge
- En lisière des zones fauchées. La fauche sera alors réalisée de l'intérieur vers l'extérieur.

Chaque refuge sera conservé jusqu'à la coupe de l'hiver suivant. Il sera remplacé par un refuge de préférence immédiatement contigu. Cette mobilité des zones refuges évitera la transformation en friche.

Les zones de prairies pourront aussi faire l'objet de manière tournante d'une gestion en éco-pâturage, projet à travailler avec le représentant d'IFREMER.

Attention, pour les talus présents dans les zones de fauche (voir annexe légende en jaune hachuré), ils devront être traité obligatoirement avec du matériel coupant et non broyant.

Une intervention manuelle ponctuelle est à prévoir sur ces talus pour enlever les ronces, les fougères ou espèces invasives pouvant s'y développer. Ces zones peuvent aussi faire l'objet de mesures d'écopâturage dédiées lorsque c'est techniquement possible, à travailler avec le représentant d'IFREMER.

6..2.4. Gestion des friches

Les friches, les accotements, les talus et les fossés seront broyés à raison d'une à trois fois par an.

Le matériel sera adapté de façon à broyer finement la végétation herbacée et ligneuse et à la répartir uniformément.

Les zones de friche, accotements, talus et fossés à traiter sont identifiées sur le plan.

Le détournement correspondant à une bande 1 mètre de large, est réalisé sur les longueurs jouxtant les voiries, caniveaux techniques, clôtures et bâtiments lors de chaque tonte.

Le matériel recommandé doit couper et non broyer. Les finitions par débroussaillage seront autorisées dans les zones peu ou pas accessibles comme certains abords des bâtiments, escaliers, certains talus et fossés.

Les produits de coupes doivent pouvoir être découpés finement pour être répartis sur place. Les produits de coupe seront donc paillés directement sur la pelouse (mulching) permettant un enrichissement favorisant les graminées.

De manière exceptionnelle, lorsque les déchets de tonte sont de nature à gêner la repousse du gazon, leur évacuation est alors nécessaire. L'évacuation des produits de tonte est comprise dans le prix de la

tonte. Le TITULAIRE peut proposer des solutions de gestion alternative à l'Ifremer (paillage...) afin de limiter au maximum l'exportation des déchets.

ATTENTION, sont également compris la station de pompage eau douce et le môle situés sur la commune de Sainte-Anne du Portzic.

Pour le môle, un débroussaillage devra être réalisé autour et sous les tuyauteries de l'installation de pompage, au pied des falaises permettant la visite des infrastructures, et au pied des bâtiments.

Les tuyauteries de l'installation de pompage devront être accessibles toute l'année pour la partie visible sur la digue, mais aussi derrière le muret longeant la falaise jusqu'en haut des escaliers menant au sentier de randonnée situé en haut de falaise. Le mode opératoire utilisé par le TITULAIRE devra être validé par IFREMER.

6..3. Entretien des végétaux d'ornement (uniquement pour IFREMER)

6..3.1. Les haies & massifs

Pour l'entretien des haies et massifs, deux interventions annuelles maximum sont à planifier pour maintenir la forme voulue et extraire la végétation concurrente s'y installant. La fréquence pourra être plus réduite en fonction des plantes (jusqu'à un passage seulement sur la durée du contrat).

La taille des haies libres sera effectuée en fonction de l'architecture des arbustes (acrotonie, mésotonie, basitonie...) et de leurs cycles de floraison. Elle sera effectuée au sécateur ou à la scie d'élagage de façon à respecter le port naturel de l'arbuste.

Une intervention manuelle ponctuelle est à prévoir pour enlever les ronces, fougères et espèces invasives pouvant s'y développer.

Il faudra également extraire les espèces éventuellement indésirables qui s'installent en concurrence : érable, ronce et fougère principalement. Un plan de remise à niveau sera proposé par le TITULAIRE sur ce point.

La taille structurée sera réservée aux plantes adaptées à ce type de contrainte (persistante, port boule...). Celle-ci sera réalisée avec un taille-haie ou une cisaille.

Les genêts situés derrière le bâtiment 208 feront l'objet d'une taille par an en veillant à ne pas couper plus d'1/3 de la partie supérieure des plans. Un entretien manuel devra être réalisé une fois par an au pied des genêts. Le désherbage sera réalisé manuellement ou avec des outils à main (griffes, binettes ergonomiques).

Les interventions en période de nidification de début mars à fin juillet sont interdites.

Le TITULAIRE du marché doit s'assurer du bon état sanitaire de tous les végétaux. Il est tenu responsable financièrement des végétaux qui viennent à mourir ou dépérir du fait de négligence. Les branches d'arbustes malades devront être éliminées.

Les plantes vivaces seront rabattues chaque année, en automne ou à la sortie de l'hiver pour certaines graminées. Une division des vivaces touffes sera réalisée tous les 4 à 5 ans.

Le TITULAIRE procédera à une fertilisation uniquement en cas de besoin avéré avec un engrais ou un amendement organique. Aucun engrais minéral de synthèse ne peut être appliqué.

Cas particulier des zones de genêts à proximité du bâtiment 208 :

Concernant les zones de genêts situées de part et d'autre du bâtiment 208, une prestation de taille **3 fois par an** sera réalisées de manière à éviter un développement trop important. Une attention particulière sera réalisée afin de maintenir un passage sur les chemins piétonniers transitant en bordure de ces zones.

6..3.2. Arbres & arbustes ornementaux

Suite aux tempêtes de l'hiver 2023-2024, de nombreux arbres ont été abattus sur le site et d'autres semblent avoir souffert.

Le TITULAIRE du marché doit s'assurer du bon état sanitaire de tous les arbres. Un bilan complet devra être réalisé dans les 6 premiers mois du contrat, aboutissant à une restitution spécifique auprès de IFREMER.

Le cas échéant un plan d'action sera proposé et soumis à la décision d'IFREMER.

Pour les arbres et arbustes en bordure de voirie, pistes cyclables, allées piétonnes et bâtiments, des interventions de mise au gabarit sont à prévoir pour maintenir les accès dégagés et limiter les risques de dégâts sur les bâtiments.

Ces interventions devront avoir lieu en période hivernale et hors période de montée de sève. LE TITULAIRE devra respecter les règles de l'art pour la taille des arbres, en particulier pour la coupe des branches sans arrachage et dans le respect du bourrelet cicatriciel. Elle prendra en considération les caractéristiques de port et de ramification propres à chaque genre et espèce.

Matériel : scie à main, tronçonneuse pour les arbres, sécateurs pour les arbustes.

Eviter les interventions au lamier ou à l'épaveuse dont le résultat est souvent préjudiciable et le bilan technique et économique défavorable (repousse anarchique et vigoureuse nécessitant un renouvellement fréquent de l'opération).

L'entretien des pieds d'arbres et arbustes isolés et non situés dans une zone fauchée sera de préférence réalisé par arrachage manuel de la végétation pour éviter les blessures provoquées par les tondeuses autoportées ou débroussailleuse.

Du paillage pourra être mis en place dans le cadre du recyclage des produits de coupe, en lien avec le fauchage.

Taille de formation

La taille de formation sera effectuée sur de jeunes arbres, elle permettra de :

- Maintenir une flèche principale suivant le port naturel de l'arbre,
- Assurer l'équilibre des branches charpentières
- Contrôler les fourches
- Dégager les branches basses afin d'élever progressivement les couronnes à la hauteur désirée.
-

Taille d'entretien

La taille d'entretien sera effectuée sur les arbres établis, elle permettra de :

- Maintenir la forme de l'arbre
- Eliminer le bois mort et les chicots
- Supprimer les branches dangereuses
- Supprimer les gourmands sur les troncs et les charpentières.
-

Entretien

Les arbres sur pelouse seront détourés avec vigilance, afin de ne pas donner de coups susceptibles d'endommager l'écorce.

Les pieds d'arbres paillés ou végétalisés seront désherbés avec des outils à main (griffes, binettes ergonomiques...).

Un contrôle systématique des tuteurs et des liens sera effectué à chaque passage. Les tuteurs manquants ou cassés seront remplacés et les liens seront vérifiés et desserrés afin qu'ils n'endommagent pas l'écorce.

6..3.3. Gestion des Déchets

Du broyage et une réutilisation sur place en paillage sur les massifs arbustifs pourra également être proposé par le TITULAIRE Le TITULAIRE devra privilégier les solutions de gestion sur le site pour éviter les exportations, ou par des propositions alternatives en lien avec l'IFREMER.

6..3.4. Gestion des urgences

Le TITULAIRE devra pouvoir assister IFREMER et l'IPEV dans les situations de chute d'arbres de tous types ou de casse de branches présentant un danger pour la sécurité des personnes, des infrastructures ou un trouble de circulation (opération d'abattage, sciage, évacuation...). Il doit donc disposer du matériel adapté pour traiter ce type d'opérations qui feront l'objet d'une commande sur devis.

6..4. Remplacement des végétaux

En cas de plantation, les végétaux seront de préférence des espèces locales, labellisées « Végétal local » (Massif Armoricaïn) ou "Vraies messicoles".

Ces végétaux proviendront de pépinières produisant ces végétaux, dont la liste actualisée est disponible sur le site : <https://www.vegetal-local.fr/vegetaux-producteurs/recherche>.

Le fournisseur s'engage à fournir dans sa réponse technique, sur les documents de vente et sur les étiquettes, les informations obligatoires de l'étiquetage "Végétal local" ou "Vraies messicoles".

Un procès-verbal de réception des végétaux sur site sera établi pour chaque livraison par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Lors de ce procès-verbal, l'origine des végétaux sera vérifiée en prenant comme référence le numéro du lot "Végétal local" ou "Vraies messicoles".

Ces prestations se feront sur devis.

A défaut, les végétaux plantés devront avoir un intérêt avéré pour la biodiversité, selon les critères tels que les intérêts pour les insectes, pour les pollinisateurs, pour les oiseaux, pour les chiroptères, pour les lépidoptères ou encore pour les lichens.

A ce titre, la documentation produite par la LPO ou le CEREMA pourra faire référence, (ex guide SESAME du CEREMA).

Le choix des végétaux devra être le plus diversifié possible et se référer à la règle de Santamour c'est-à-dire comporter au maximum 10% des individus qui appartiennent à la même espèce, 20% du même genre, et 30% des espèces de la même famille.

Le choix des végétaux devra être favorable à la réduction des déchets verts. Cela signifie planter des arbres et arbustes adaptés à l'espace disponible, à croissance modérée, ne nécessitant pas de taille annuelle.

La plantation se fera sur la base de commande hors forfait annuel sur la base d'un devis fournis par le prestataire.

6..5. Mise en œuvre de paillage, fertilisation

6..5.1. Paillage

Préalablement à la mise en place du paillage, le TITULAIRE devra procéder au nettoyage, au désherbage et au nivellement fin des surfaces.

Le TITULAIRE devra mettre en œuvre un paillage en bois déchiqueté de feuillus ou du BRF sur les surfaces plantées sur une épaisseur de 10 cm à partir des déchets produits sur le site. Un plan de mise en œuvre du paillage sera réalisé avec l'IFREMER.

Le bois ne pourra pas provenir d'arbres morts.

Le paillage devra être arrosé pour favoriser un bon contact avec le sol.

6..6. Les espèces végétales exotiques envahissantes

Le TITULAIRE proposera un diagnostic en la matière au démarrage de la prestation, et le cas échéant une cartographie et un plan d'action dédiées s'il existe des zones infestées.

Il est demandé au TITULAIRE d'intervenir d'abord sur toutes les zones non infestées.

Dans le cadre éventuel d'une intervention sur une zone infestée :

Tous les opérateurs intervenant sur le chantier seront réunis le premier jour des travaux, aux frais du TITULAIRE, pour une présentation par le maître d'œuvre des espèces invasives cibles et des mesures préventives pour ne pas les disperser.

Les outils de coupes feront l'objet, avant et après l'intervention, d'un nettoyage manuel ou à air comprimé. Ils devront être indemnes de tout fragment de végétaux (contrôle des organes de coupe).

Les outils de travail du sol arrivant et quittant le chantier seront inspectés et nettoyés au jet haute pression afin d'être exempts de toutes terres ou de débris végétaux.

Le brûlage des déchets est formellement interdit.

6..7. Ramassage des feuilles et produits végétaux

L'entrepreneur doit effectuer le ramassage des feuilles mortes sur l'ensemble des espaces dont il a l'entretien.

Les feuilles mortes et les résidus de taille (après broyage) doivent être utilisés en paillage au sein des massifs ou au pied des haies (sauf s'ils sont enherbés ou plantés), ou valorisés en compostage ou en méthanisation en exportation du site.

6..8. Ramassage des détritux divers

Le ramassage des déchets sera effectué lors de chaque intervention sur l'ensemble de l'espace entretenu.

Les déchets recyclables (métaux carton, bois) seront triés puis dirigés vers des installations de recyclage et valorisés. Les autres déchets non recyclables (plâtre, plastiques non valorisables, ...) seront évacués vers un centre de stockage de classe II. L'utilisation de la déchetterie du site de Plouzané sera autorisée pour ces déchets.

6..9. Entretien des surfaces artificialisées & chemins

6..9.1. Entretien des caniveaux routiers, parkings et grilles d'évacuation des Eaux Pluviales

L'entretien des caniveaux routiers, parkings et grilles d'évacuation des eaux pluviales fera l'objet d'un nettoyage environ quatre fois par an, en même temps que certaines tontes et détourages engazonnés longeant les voiries, caniveaux, etc. Un débroussaillage de finition devra avoir lieu en partie haute des bordures de trottoirs.

Le mode de traitement est à proposer en solution écoresponsable et le mode opératoire à décrire.

Les grilles d'évacuation des eaux pluviales sont à nettoyer (évacuation des feuilles mortes et autres encombrants). LE TITULAIRE devra signaler à IFREMER toute canalisation d'évacuation obstruée ou bouchée.

L'entretien des bordures périphériques des parkings devra être réalisé avec prévenance des usagers et mise en place de la signalisation adaptée. L'intervention devra être communiquée à minima 24h à l'avance.

Les espaces devront être laissés propres sans déchets.

6..9.2. Entretien des tampons situés au sein des espaces verts

Le centre dispose d'un certain nombre de tampons (réseau EU, EP, AEP,...) situés au sein des espaces verts du ventre. Leur emplacement figure au plan en pièce jointe N°4.

Leur maintien en accessibilité revêt un caractère important pour garantir des intervention rapides et aisées selon le besoin.

Il est demandé au prestataire de procéder à leur accessibilité à hauteur de minimum 2 fois par an en procédant à leur dégagement (retrait de terre ou de plantes).

6..9.3. Entretien des dalles de caniveaux techniques :

Le centre IFREMER de Plouzané est équipé de 3 704 mètres linéaires de caniveaux techniques recouverts de dalles en béton.

Les caniveaux techniques du site de Plouzané constituent une infrastructure essentielle pour la bonne tenue des activités du site, et doivent être particulièrement bien entretenus. Cet entretien devra avoir lieu au minimum 2 fois par an.

Aucun caniveau ne devra être laissé sans entretien.

Ils devront être débarrassés de toute végétation et mousse en voie d'installation et notamment des érables sycomores.

Pour être efficace et non renouvelée à échéance régulière, il sera nécessaire de procéder à la destruction des petites souches, voire à leur retrait lorsqu'il sera possible sans porter atteinte aux ouvrages. Le TITULAIRE signalera à IFREMER toute végétation poussant sous les caniveaux techniques, et nécessitant leur soulèvement pour éradication.

Un diagnostic complet des interventions d'extractions sera proposé par le TITULAIRE et un plan d'action dédié sera mis en place en début de prestation.

S'agissant des caniveaux techniques en dévers, une solution d'entretien sera proposée par le TITULAIRE.

LE TITULAIRE repérera les dalles dangereuses et les signalera à IFREMER.

6..9.4. Entretien des chemins de ronde et des clôtures de l'éco-pâturage :

Le chemin de ronde longeant la clôture du site devra faire l'objet de 3 nettoyages et entretien environ/an. La largeur de passage approximative devra être de 2,5 mètres.

Entretien général des surfaces, des bas-côtés et des pieds de clôture :

- Débroussaillage,
- Ré-empierrage.

Le matériel recommandé est le tracteur avec barre de coupe.

Les bords de clôture des enclos à moutons seront entretenus à la débroussailleuse deux fois par an.

Le foin ainsi produit sera abandonné sur place. LE TITULAIRE proposera des solutions écoresponsables adaptées (voir le paragraphe sur les Friches).

6..9.5. Entretien des allées piétonnes et des escaliers :

Le TITULAIRE doit prendre ses dispositions pour maintenir les allées, les escaliers et les aires gravillonnées dans un parfait état de propreté et de conservation. Ces allées et escalier figurent au plan en pièce jointe.

Un nettoyage et entretien global sera réalisé 2 fois/an environ.

L'entretien général des surfaces passe par des actions de débroussaillage, désherbage, soufflage, balayage.

Le TITULAIRE sera libre de choisir les moyens à mettre en œuvre pour l'entretien de ces surfaces. Dans le cas d'une gestion mécanique, le nivellement et le roulage des surfaces seront compris.

L'évacuation des déchets doit être réalisée immédiatement après chaque intervention.

Une intervention manuelle ponctuelle est à prévoir pour enlever les ronces et les fougères pouvant s'y développer.

L'accès aux escaliers situés au môle de Sainte Anne du Portzic le long des tuyauteries de l'installation de pompage devra être maintenu à l'année pour des raisons techniques. Ce passage est également un accès au chemin côtier accessible au public.

6..10. Entretien des toitures végétalisées (uniquement IPEV)

Le bâtiment de l'IPEV dispose de deux toitures végétalisées, constituées de pelouses. Une photo de ces espaces est présentée en pièce jointe.

Le nombre moyen annuel de passages d'entretien est actuellement estimé à 6 passages :

- 3 passages entre mars et juin,
- 2 passages entre juillet et octobre,
- 1 passage entre novembre et février.

L'accès à la toiture se fait par un escalier extérieur pour la plus petite surface et en traversant le bâtiment pour la plus grande.

7. Entretien d'Argenton

Deux interventions annuelles doivent être planifiées à l'année. Le plan du site est fourni en annexe.

7..1. Entretien surface stabilisée :

2 interventions environ/an

- Débroussaillage, désherbage manuel,
- Entretien de la surface stabilisée par binage, coupe-fil...

LE TITULAIRE évacuera ses déchets.

7..2. Nettoyage Divers :

2 interventions environ/an.

- Entrée du site poste EDF
- Détourage manuel ou mécanique autour du poste EDF et entrée du site
- Talus,
- Nettoyage de la végétation sur le talus
- Avaloirs (2)
- Dégager les feuilles, détritrus, etc.

LE TITULAIRE évacuera ses déchets.

7..3. Entretien du mur en moellons autour du vivier :

2 interventions environ/an

Entretien par binette ou entretien manuel.

LE TITULAIRE évacuera ses déchets.

LE TITULAIRE chiffrera le coût pour une intervention (évacuation des déchets comprise).

Annexes

- 1 – Fascicule 35 Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air**
- 2 – Plan site IFREMER Plouzané**
- 3 – Plan site IPEV Plouzané**
- 4 – Plan de situation des tampons à maintenir accessibles**
- 5 – Photographies toiture végétalisée IPEV**
- 6 – Plan de gestion différencié du site de Plouzané**